

## L'EAC supprimera les barrières non tarifaires qui entravent le tourisme

@rib News, 13/01/2015 - Source Xinhua La Communauté est-africaine (EAC) travaille à éliminer les barrières non-tarifaires qui entravent les efforts pour faire de ce bloc régional une région touristique unie. Le secrétaire général de l'EAC, Richard Sezibera, a tenu ces propos mardi en s'adressant aux journalistes au siège du bloc commercial à Arusha.

"En tant que secrétariat de l'EAC, notre intérêt est de voir le bloc régional devenir un pôle touristique unique le plus tôt possible. Et cela ne sera possible que si tous les défis sont pris en charge", a déclaré le secrétaire général, qualifiant le projet de visa touristique unique pour toute l'EAC de "très bonne idée" pour aider l'industrie touristique de cette région qui compte d'innombrables destinations touristiques enthousiasmantes. Actuellement, un programme de visa touristique unique s'applique au Rwanda, en Ouganda et au Kenya, et "de grands progrès ont été faits pour convaincre les pays restant, la Tanzanie et le Burundi, de rejoindre ce programme de visa unique", a-t-il dit. Il a par ailleurs salué la Tanzanie et le Burundi pour leur volonté de rejoindre ce groupe. Le ministre tanzanien des Ressources naturelles et du Tourisme, Lazaro Nyalandu, a déjà exprimé la volonté de son pays de rejoindre la zone de visa touristique unique, et "pour moi c'est un bon développement", a déclaré M. Sezibera. La raison pour laquelle certains pays sont réticents à rejoindre le programme de visa touristique unique réside dans la manière dont seront répartis les recettes de ce visa entre les différents pays, et dans le fonctionnement de la logistique pour assurer que chaque pays touche son dû. Ces propos de M. Sezibera surviennent une semaine à peine après des informations selon lesquelles les véhicules immatriculés en Tanzanie se verraient interdire d'approcher de l'aéroport international de Jomo Kenyatta au Kenya. Le gouvernement tanzanien s'est engagé à ouvrir des discussions avec le Kenya sur ce problème, qui pourrait si rien n'est fait ruiner le tourisme national, secteur employant des millions d'habitants d'Afrique de l'Est.